



France Inter

Le SNJ soutient Thomas Legrand

La décision prise à chaud de suspendre Thomas Legrand illustre **la fébrilité grandissante et inacceptable des dirigeants de Radio France**, face aux attaques nauséabondes venues des médias conservateurs, dominés par l'empire de Vincent Bolloré.

Cette **caricature permanente de notre « Maison ronde » en « Maison rouge »** est contredite quotidiennement par des faits : toutes les idées ont leur place sur le service public, et pas seulement celles de l'extrême-droite. Ne nous trompons pas : c'est précisément cela qui est intolérable pour les soi-disant défenseurs de la liberté d'opinion.

Que reproche-t-on à Thomas Legrand ? D'avoir déjeuné en compagnie d'une autre voix de France Inter, Patrick Cohen, avec deux hiérarques du Parti socialiste. Et d'avoir prononcé cette phrase : « On fait ce qu'il faut pour Dati, Patrick et moi... » **Sortie de son contexte, cette petite phrase - captée sur un enregistrement réalisé à l'insu des personnes concernées - offre un boulevard aux amateurs de théorie du complot.**

Heureusement les faits sont têtus, et la réalité beaucoup plus simple : il suffit d'écouter les chroniques des deux journalistes, régulièrement et légitimement consacrées à la ministre de la Culture, à ses affres judiciaires, à ses ambitions politiques, et surtout à ses méthodes médiatiques, marquées par l'outrance et le mépris de la vérité. Cette façon qu'elle a de demander la tête des deux éditorialistes l'illustre une nouvelle fois.

Les salariés de Radio France sont malheureusement habitués à ces humiliations publiques, eux qui depuis un an doivent les subir à chaque sortie de leur ministre de tutelle, pourtant censée les protéger, lorsqu'elle veut vendre à l'opinion son projet indigent de « holding » de l'audiovisuel public.

Le SNJ Radio France tient donc à apporter tout son soutien à Thomas Legrand, et réclame sa réintégration immédiate sur l'antenne de France Inter. Cette suspension, même « à titre conservatoire », ne fait précisément qu'entretenir la suspicion sur son travail, dont l'honnêteté n'a jamais été remise en cause.

Paris, le 6 septembre 2025